

**Nations unies - ONUCI - Côte
d'Ivoire - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 02 juin 2017)

Monsieur le Président,

La réunion que vous présidez aujourd'hui revêt un caractère exceptionnel et, comme cela a été dit, historique. Il est rare en effet pour ce conseil de se réunir à l'occasion de la fermeture d'une opération de maintien de la paix. C'est le cas aujourd'hui pour l'ONUCI, dont le retrait se terminera le 30 juin prochain, au titre de la résolution 2284. Je vous remercie, Madame la Représentante spéciale, pour votre présentation, et surtout pour votre action à la tête de l'ONUCI depuis 4 ans, qui, avec celle de vos prédécesseurs, a permis d'arriver au jour que nous connaissons aujourd'hui. Je voulais donc vous exprimer toute la reconnaissance de la France.

Ce caractère historique est encore renforcé par la brillante élection ce matin, par l'assemblée générale des Nations unies, de la Côte d'Ivoire comme membre du conseil de sécurité pour le biennium 2018-2019. À travers vous, Monsieur le Ministre des affaires étrangères, je tiens ici à féliciter chaleureusement la Côte d'Ivoire pour cette très belle élection. Par son expérience du maintien de la paix, votre pays apportera au conseil de sécurité une perspective unique pour appréhender au mieux les défis du monde. Nous nous réjouissons de pouvoir travailler avec vous au cours des deux prochaines années pour contribuer ensemble à la paix et à la sécurité internationales.

Monsieur le Président,

Le départ très prochain de l'ONUCI constitue un pivot pour la Côte d'Ivoire comme pour le maintien de la paix. Il doit être l'occasion pour nous de regarder vers le passé, d'évaluer le présent et de préparer l'avenir.

Tout d'abord, nous devons bien prendre la mesure de l'ampleur du chemin parcouru en Côte d'Ivoire, comme nous devons en tirer des leçons utiles.

Dans 28 jours, l'ONUCI va fermer après plus de 13 années d'existence. Au plus fort de la crise de 2010-2011, l'ONUCI a compté jusqu'à près de 11.000 personnels en uniforme. Je tiens ici à rendre un hommage particulier à tous les personnels de l'ONUCI, soldats, policiers et civils qui, tout au long de ces années, se sont dévoués pour la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire. Et j'ai une pensée particulière pour les 150 hommes et femmes qui ont perdu la vie dans l'exercice

de cette mission. Leur sacrifice ne sera jamais oublié.

L'ONUCI a accompagné le pays à travers une histoire complexe, marquée par des crises aiguës de 2004 à 2011, mais aussi par l'espoir du renouveau et la réalité du relèvement depuis 2011. De cette expérience, nous devons tirer les leçons utiles pour le maintien de la paix, dont elle représente une réussite exemplaire. Plusieurs facteurs y ont contribué au cours des années :

Tout d'abord, ce conseil a su doter l'ONUCI de mandats clairs et évolutifs, adaptés aux évolutions du terrain. Face aux difficultés, les mandats, ainsi que les effectifs, ont été renforcés. Lors de la sortie de crise, ce conseil a su transformer l'ONUCI et concevoir une transition favorisant la stabilité de long terme. Ce conseil a également su créer de nouveaux outils adaptés aux besoins, comme la force de réaction rapide.

Deuxièmement, l'ONUCI s'est inscrite dès son établissement dans l'accompagnement d'un processus politique qui, malgré les écueils, lui a donné une feuille de route claire, y compris en vue des échéances électorales. L'unité du conseil de sécurité a donné à l'ONUCI toute l'assise nécessaire pour accomplir son mandat dans ce domaine.

Troisièmement, l'ONUCI a bénéficié tout au long de son existence du soutien unifié de la communauté internationale. Les Nations unies, la Cédéao, l'Union africaine, et les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Côte d'Ivoire ont su faire face ensemble aux moments de tension. La France y a pris toute sa part. Ceci notamment via le soutien constant apporté à l'ONUCI, sur mandat de ce conseil, par les forces françaises présentes en Côte d'Ivoire tout au long de cette période.

Enfin, et c'est là un point essentiel, l'ONUCI a bénéficié de la grande qualité de sa relation avec l'État-hôte. Cette relation de confiance, fondée sur l'aspiration à la paix, représente, Monsieur le Ministre, un modèle du genre. Elle a été une condition sine qua non pour garantir une transition efficace.

C'est sur cette base, Monsieur le Président, et c'est là mon deuxième point, que la Côte d'Ivoire est désormais pleinement maîtresse de son destin.

La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui a accompli de grands progrès. Elle n'est plus le pays profondément divisé, politiquement et territorialement, de 2004 ou de 2010. La vie démocratique du pays est désormais normalisée et renforcée ; la croissance économique alimente le développement du pays ; la situation sécuritaire a continué de s'améliorer, y compris aux frontières ; et le pays est un acteur majeur de sa sous-région, dans tous les domaines.

Le peuple et les autorités ivoiriennes ont fait la preuve de leur détermination de poursuivre cette dynamique positive. Par cette transition, ils en ont désormais pleinement la responsabilité. La Côte d'Ivoire est en position de continuer d'aller de l'avant.

Comme ce conseil l'a rappelé dans la résolution 2284, ceci implique de continuer de s'attaquer aux importants défis qui persistent. Et comme vous l'avez souligné, Madame la Représentante spéciale, les derniers mois ont en particulier souligné la nécessité de mener à son terme la réforme du secteur de la sécurité et la réintégration des anciens combattants. Il s'agit d'un impératif pour la stabilité durable du pays. Le gouvernement ivoirien a clairement exprimé sa détermination à traiter de ces questions et parachever la professionnalisation des forces de sécurité. Nous saluons et soutenons cet engagement, de même que l'annonce du renforcement de la participation de la Côte d'Ivoire au maintien de la paix. Cette décision représente un horizon structurant. Nous nous félicitons de sa première illustration avec le déploiement en cours d'un contingent ivoirien au sein de la MINUSMA.

Nous saluons également les actions entreprises par le gouvernement de Côte d'Ivoire pour renforcer la cohésion sociale, qui doivent se poursuivre.

La lutte contre l'impunité reste aussi un impératif constant, notamment concernant les crimes commis pendant la crise post-électorale. Seule une justice équitable, qui juge ces violations quels qu'en soient les auteurs, permettra de consolider et pérenniser la stabilisation du pays. Les progrès dans ce domaine, au niveau national comme en coopération avec la cour pénale internationale, seront décisifs pour une réconciliation durable.

Monsieur le Président, la fermeture de l'ONUCI ne signifie cependant pas que le pays est seul pour faire face aux défis qui persistent.

Comme de nombreux autres États, la Côte d'Ivoire continuera de bénéficier du soutien des Nations unies à travers plusieurs canaux. Les agences, fonds et programmes opérant sur son territoire, réunis au sein de l'équipe-pays, continueront de contribuer au relèvement du pays. L'identification de domaines prioritaires dans le plan d'action signé avec le gouvernement en 2016 est à cet égard particulièrement utile. Nous appelons les bailleurs internationaux à soutenir l'équipe-pays dans cette entreprise.

Les Nations unies continueront également de soutenir la Côte d'Ivoire, comme ses voisins, à travers le bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dont le mandat couvre toute la sous-région.

La Côte d'Ivoire doit également pouvoir compter sur l'engagement constant de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, dans tous les domaines. Riche des liens forts qui unissent nos deux pays, la France s'y engage. Nous continuerons ainsi d'appuyer la Côte d'Ivoire aussi bien dans son développement économique et social que dans le renforcement de ses capacités, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense, via notre coopération bilatérale. Nous continuerons également de soutenir l'engagement profond et constant de l'Union européenne aux côtés de la Côte d'Ivoire.

Monsieur le Président,

Lorsque les conditions sont réunies, le meilleur héritage du maintien de la paix est de passer le relai au pays-hôte dans le but d'ancrer la stabilité sur le long terme. C'est le sens de notre réunion d'aujourd'hui sur la Côte d'Ivoire. Nous nous en réjouissons profondément, pour la Côte d'Ivoire comme pour ce conseil et pour les Nations unies.

Je vous remercie./.